

11 septembre 2025

L'ensemble de la filière de l'isolation intérieur du bâtiment exprime sa plus vive opposition vis-à-vis du décret et arrêté, publiés le 9 septembre 2025, relatifs à la modification de la prime de transition énergétique.

Ces textes prévoient notamment la suppression, dès janvier 2026, de l'aide aux ménages relative au geste d'isolation des murs, en totale contradiction avec les objectifs fixés par la Stratégie Nationale Bas-Carbone (SNBC). Cette suppression ne répond ni aux ambitions de décarbonation de la France, ni à la nécessité de promouvoir une véritable politique de rénovation énergétique des logements.

L'isolation des murs constitue l'un des gestes les plus performants : selon l'ADEME, elle permet de réduire jusqu'à 25 % les déperditions thermiques d'un bâtiment. Ce geste, techniquement maîtrisé et largement déployé dans les territoires, représente une solution low-tech, durable, et mobilise une main-d'œuvre qualifiée et importante au sein de notre filière.

Son exclusion brutale du dispositif MaPrimeRénov' aura des conséquences sociales, économiques et environnementales majeures :

- Sur le plan social, l'isolation des murs constitue une opération financièrement accessible pour de nombreux ménages. Les données de l'Anah montrent qu'au premier semestre 2025, plus de 10 % des dossiers MPR incluaient un tel projet.
- Sur le plan économique, ce choix entraînerait une désorganisation profonde du marché, avec des pertes d'activité massives pour les entreprises et les artisans du bâtiment.
- Sur le plan environnemental, il remettrait en cause la capacité de la France à atteindre ses objectifs climatiques, en fermant la porte à un levier décisif de réduction des consommations énergétiques.

Par ailleurs, il convient de rappeler que la rénovation par gestes, qui participe à l'amélioration énergétique des logements, constitue également une **porte d'entrée vers la rénovation globale**. L'instabilité récurrente des dispositifs d'aides fragilise déjà la confiance des ménages et leur capacité à s'engager dans des travaux ambitieux. Supprimer un geste clé, accessible et efficace, ne ferait qu'accentuer ce phénomène.

Aussi, nous demandons solennellement la révision rapide de ces textes réglementaires et appelons à inscrire la politique de rénovation énergétique dans un cadre durable, lisible et stable, garant de la confiance des ménages et de la mobilisation des professionnels.

Nous restons pleinement mobilisés pour contribuer à une trajectoire crédible et efficace de rénovation énergétique au service des objectifs nationaux et des ménages.

